

GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – POSTULAT

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé

Département(s)	DSDC	Date	18 août 2026
Numéro	26.153	Heure	

Auteur-e(-s) : Commission législative		Lié à (facultatif) : ad 25.019 com
Titre : Extension de l'utilisation de la plateforme sécurisée « lancement d'alerte » aux entités autonomes régies par le droit public (EADP) et aux communes		
Contenu : Le Grand Conseil demande au Conseil d'État d'étudier les moyens de mettre à disposition des différentes entités autonomes régies par le droit public (EADP) et des communes la plateforme créée pour ses propres besoins et destinée à la sécurisation des « lanceurs d'alerte ».		
Développement (obligatoire) : En réponse à la motion 21.202, Création d'une plateforme sécurisée pour les lanceurs d'alerte, le Conseil d'État propose la mise en place d'un outil sécurisé dont le cercle des autorités et entités concernées ne peut être étendu au-delà de l'administration cantonale, faute de base légale. L'origine de cet outil puise ses fondements dans la réponse apportée par les autorités à l'initiative « Pour une cour des comptes », refusée par le peuple au profit d'un contre-projet. Dans la mesure où le périmètre des entités visées par ladite initiative n'était pas limité au seul « État-Canton » il semblerait opportun d'étendre l'utilisation de l'outil aux entités paraétatiques, voire aux communes. Faute de base légale suffisante, tout autant que du respect des prérogatives communale, la commission législative considère toutefois que la mise à disposition, de manière potentiellement onéreuse, permettrait en premier lieu d'offrir une prestation que ces entités ne sont pas à même de développer et concrétiser elles-mêmes. Bien entendu, ce développement sous-tend que le récipiendaire de tout signalement soit l'entité directement concernée et ne sollicite pas le CCFI.		

Demande spécifique liée au traitement	
Urgence	NON

Auteur-e ou premier-ère signataire : <i>prénom, nom</i> (obligatoire) : Cloé Dutoit, présidente de la commission		
Autres signataires (<i>prénom, nom</i>) :	Autres signataires suite (<i>prénom, nom</i>) :	Autres signataires suite (<i>prénom, nom</i>) :